

Les travaux publics manquent de bras

S'adapter à la transition écologique et former aux métiers sont les priorités de René Braja, président de la FRTP Paca



Les travaux publics - ici la construction d'une voie souterraine à Marseille -, sont une activité clé dans notre région. En médaillon, René Braja, élu en février président de la FRTP Paca. /PHOTOS VALÉRIE VREL ET DR

René Braja, à la tête du groupe familial indépendant vaclusien de travaux public Braja-Vésigné qu'il dirige avec son frère, est depuis le 3 février le nouveau président de la Fédération régionale des travaux publics Provence-Alpes-Côte d'Azur.

■ Que représente le groupe Braja-Vésigné ?

C'est une entreprise à taille humaine, financièrement et socialement, dont le siège est à Orange. Elle avait été rachetée en 1986 par mon père alors qu'elle avait une quinzaine de salariés et faisait un chiffre d'affaires de 2 millions d'euros (M€). Il l'a développée et avec mon frère nous l'avons reprise en 2015 pour en faire un groupe de 700 collaborateurs qui intervient en Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un chiffre d'affaires de l'ordre de 170 M€.

■ Vous voici président de la FRTP. Vos objectifs pour ce mandat de trois ans ?

J'ai la fibre syndicale car j'aime ma profession qui permet de valoriser les gens. Et l'un des sujets de préoccupation majeurs de mon mandat sera sans doute l'emploi. On parle beaucoup de transition écologique, mais elle va s'accompagner d'une transition sociale car toutes les entreprises ont énormément de mal à recruter et cela, parce que depuis longtemps on s'est moins préoccupé de la formation. Il manque des postes à tous les niveaux de la pyramide de l'emploi.

■ On s'est moins préoccupé de la formation... C'est-à-dire ?

Il faut davantage de volonté, remettre de l'argent aux bons endroits pour former. J'envisage

de soumettre l'idée d'une mise en œuvre de chantiers école dans le cadre de marchés pluri-annuels. On formerait chaque année, avec le concours de notre centre de formation de Mallemort, au prorata d'un montant de travaux. Il faut aussi développer les marchés globaux de performances qui mêlent travaux et services, dont une formation avec un diplôme à la clé. Cela s'est fait à Avignon lors de la construction du tramway et s'est révélé un succès.

■ Comment se porte l'activité travaux publics ?

Nous sortons péniblement de la crise. Le volume des appels d'offres repart à la hausse, mais par exemple pour ce qui concerne les communes, le niveau reste inférieur de 29% à l'avant crise. C'est le fait de la succession des périodes électorales et de la crise sanitaire. Mais si ce bloc communal retrouvait son niveau, je ne suis pas persuadé qu'on pourrait répondre à tout, tant nous manquons de personnel. Là-dessus il y a l'envolée du coût des carburants et des dérivés pétroliers dont le bitume, et bien sûr des matériaux. Donc c'est tendu et cela pose des problèmes sur les chantiers en cours. Il faudrait que les maîtres d'ouvrage ne pénalisent pas les entreprises qui accusent des retards du fait de difficultés liées aux approvisionnements.

■ Vos autres priorités, au-delà de la formation ?

Garder le contact avec tous les institutionnels, innover et surtout, surtout, insister sur la transition écologique et promou-

voir tout ce qui est innovant. On parle de revalorisation des matériaux du patrimoine routier notamment, de leur réutilisation, des routes solaires ou chauffantes, du piégeage du carbone dans des puits... Les idées ne manquent pas. Notre Fédération nationale a d'ailleurs fait établir un audit des émissions carbone de notre profession. Nous représentons 3,5% du global en France entière. Notre ambition est de réduire cette part de 40% à l'horizon 2030.

■ Comment cela se décline-t-il sur le terrain ?

L'essentiel des émissions de CO2 est dans l'usage des infrastructures. Il va donc falloir revoir tous les usages et cela va coûter cher. De l'ordre de 16 à 30 milliards supplémentaires par an selon le scénario retenu pour entretenir les routes, les ouvrages d'art, les réseaux, etc. Avec cela et j'en reviens à la formation, il va falloir investir dans le génie écologique. C'est un enjeu d'intérêt général. Et à côté, parce que le climat change et qu'il faut faire face aux risques climatiques, il faut investir dans la protection des populations et des territoires avec de nouvelles infrastructures. C'est par exemple des travaux faits sur les berges du Rhône pour contenir les inondations.

■ La transition écologique est l'autre priorité des priorités ?

Oui, à égalité avec la formation parce qu'il est nécessaire de restaurer une belle attractivité de nos métiers qui restent un vecteur d'ascension sociale.

Jean-Luc CROZEL

REPÈRES

La filière compte 880 entreprises en Paca, soit 23 300 salariés. L'activité atteint 4 milliards d'euros, soit 10% du national. 65% sont le fait de la commande publique.